

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Service de presse

Paris, le 2 octobre 2017

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE
27ème SESSION PLENIERE DE L'ASSOCIATION DES FRANÇAIS DE
L'ÉTRANGER

Merci beaucoup, Monsieur le Président, cher Marc VILLARD,
Je garde les papiers, je vais tâcher d'y répondre dans le cadre de mon discours.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Conseillers de l'AFE,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs les Directeurs,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord, avant toute chose, cet après-midi, d'avoir une pensée pour nos deux compatriotes qui ont été lâchement assassinés hier à Marseille. Il est encore trop tôt pour qualifier avec la certitude requise ce qui s'est passé et le ministre de l'Intérieur aura à le faire dans les prochaines heures. Et d'avoir dans le même temps, puisque nous sommes ici plongés au cœur du vaste monde à travers votre représentation, une pensée également émue pour nos amis américains qui ont eu à subir, eux aussi, la violence contemporaine à Las Vegas, il y a quelques heures.

Je m'étais engagé, en effet, lors de la Conférence des ambassadeurs, le 29 août dernier, à venir m'exprimer devant vous, devant cette session de l'Assemblée des Français de l'étranger, pour marquer mon engagement auprès de l'ensemble de nos concitoyens qui résident hors de France.

Je n'ai pas attendu d'être Président de la République pour marquer cet attachement et j'ai toujours veillé, lorsque j'ai été ministre, puis candidat en campagne, à aller auprès de celles et ceux qui représentent les Français à l'étranger et de l'ensemble de nos compatriotes présents à l'étranger qui constituent des forces vives du pays.

J'ai parfois même été étonné que cela suscite autant de troubles chez certains dans les commentaires qui pouvaient en suivre.

Parce qu'il en est ainsi : la France est un pays qui porte l'universalité dans ses gènes, qui ne se comprend, ne s'explique, n'est à hauteur de son Histoire et de son destin, que lorsqu'elle se vit justement au contact du reste du monde. A ce titre, les Françaises et Français de l'étranger participent de ce destin français.

Ce sont des histoires particulières, individuelles, les uns ont des histoires amoureuses, les autres des histoires familiales, ce sont parfois des histoires de plusieurs générations, ce sont d'autres fois des histoires professionnelles. Mais vous représentez des femmes et des hommes qui portent un bout de France à travers le reste du monde.

Cette promesse, dont je m'acquiesce aujourd'hui avec un grand plaisir, ce n'est pas simplement parce que c'est un privilège de m'exprimer en début de mandat devant vous. C'est parce qu'aussi vous représentez, dans le cadre de l'Assemblée consultative qu'est l'AFE, l'ensemble des communautés françaises à l'étranger, qu'à ce titre, vous êtes des élus de la République.

L'AFE est l'interlocuteur du gouvernement et des assemblées parlementaires sur les questions relatives à la situation de nos compatriotes qui vivent à l'étranger et qui sont aujourd'hui plus de deux millions.

C'est aussi pour moi l'occasion de dresser quelques-uns des contours de la relation que je souhaite voir s'instaurer entre le rôle que j'assigne à la France hors de ses frontières, les Français de l'étranger et le Gouvernement de notre pays. Parce que le plein rayonnement de la France n'est possible que si ce triptyque fonctionne harmonieusement. C'est ce à quoi nous devons collectivement nous employer.

Je vous le dis ici avec beaucoup de force : il n'y a pas de rayonnement de la France à l'étranger, de vraie place, si on ne résout pas les problèmes de la France en son sein et à l'intérieur de ses frontières. La crédibilité de notre pays, sa capacité à avoir de l'influence, à être un partenaire entendu en est d'autant réduite.

Donc, penser qu'on pourrait avoir une politique de rayonnement de la France pour les Français de l'étranger en dehors de ce qu'on fait dans les frontières de l'Hexagone est une erreur.

Je veux aussi ici vous parler de ce qui est en train d'être fait pour rendre la France plus forte et plus juste.

Mais la France est ainsi faite qu'œuvrer pour justement son redressement économique, social, une éducation plus forte, ce n'est pas suffisant, compte tenu même de ce que j'évoquais à l'instant et du fait qu'il y a deux millions de nos concitoyens qui irriguent le reste du monde, nos politiques par-delà nos frontières, notre capacité d'influence et qu'il faut aussi savoir répondre à leurs attentes. C'est en quelque sorte dans cette intrication profonde que se jouent les préoccupations qui sont les miennes aujourd'hui, celles du Gouvernement, c'est d'avoir un pays plus fort et qui rayonne encore davantage.

Parce que lorsque je parle de rayonnement de la France, je ne parle pas d'une espèce de fantasme, pour lequel on voudrait se voir plus beau que nous le sommes ou d'une capacité qu'aurait notre pays à expliquer ou porter des charmes qui ne seraient pas vraiment les siens. Non.

Il n'y a pas de rayonnement de la France s'il n'y a pas une France dont les performances économiques, sociales, dont les capacités sur le plan économique, académique, de recherche éducative ne sont pas au rendez-vous.

C'est pourquoi le premier pilier de la transformation que nous conduisons et dont vous êtes les indispensables partenaires, c'est celui qui consiste justement à rendre notre pays plus fort.

Les transformations que nous avons engagées en France, dans la foulée de l'élection présidentielle, qui concernent tous les Français et toutes les Françaises, y compris ceux de l'étranger, c'est ce qui correspond profondément à notre réponse aux attentes profondes des Français.

Parce que je l'ai souvent dit et je l'ai d'ailleurs souvent dit devant nos compatriotes, en m'exprimant devant eux à l'étranger durant les dernières semaines. La France est un pays qui ne se réforme pas facilement. On l'a tous vécu durant les dernières décennies. Mais c'est un pays qui se transforme. Si on explique à nos concitoyens où on veut les emmener, la direction finale et si on leur démontre que cette transformation est la condition même d'être à la hauteur de notre destin.

La France n'est pas un pays où on explique à nos concitoyens qu'il faut se réformer pour rattraper quelques positions dans le classement de l'OCDE ou de quelque autre organisation que ce soit. Ça ne les motive pas. Ça ne nous motive pas.

Mais si on explique que la capacité de la France à peser en Europe et dans le monde n'existe qu'à mesure que nous puissions la transformer en profondeur, les choses sont profondément différentes.

C'est pourquoi vous m'avez vu ces dernières semaines lier constamment le rôle de la France à l'international, la refondation européenne indispensable et les transformations dans notre pays. Ce triptyque indissociable, c'est celui que nos concitoyens portent en eux et plus encore sans doute celles et ceux qui vivent par-delà les frontières de l'Hexagone. Parce qu'un Français n'est pas vraiment lui-même s'il ne porte pas un peu de cet universel partagé.

Alors oui, je pense que la France a un rôle indispensable – je n'y reviendrai pas longuement aujourd'hui, hormis à travers quelques-unes des batailles fondamentales – a un rôle indispensable dans l'ordre international contemporain. Parce qu'il est profondément désorganisé, parce que nous avons un besoin de multilatéralisme, parce que nos problématiques sont mondiales, parce que des puissances régionales autoritaires émergent et que dans ce monde la France, compte tenu de son Histoire, compte tenu de sa place au Conseil de sécurité des Nations unies, compte tenu de sa place en Europe, peut faire entendre un multilatéralisme pragmatique et réaliste. C'est ce que j'ai essayé de faire il y a quelques semaines et c'est ce qui irrigue l'ensemble de notre politique internationale et celle, qu'avec Jean-Yves LE DRIAN, nous conduisons.

Ceci n'est durable et encore plus audible que si notre pays est ancré dans une Europe forte. Nous avons souffert ces dernières années et presque depuis le « non » français de 2005 d'une Europe qui allait à tâtons, qui gérait les crises mais sans retrouver le fil d'une histoire commune, une véritable ambition et une capacité française à dire cette ambition, à vouloir et à se montrer en capacité d'emmener le reste de l'Europe.

Or, notre Europe n'a jamais avancé aussi longtemps que le couple franco-allemand n'en a pas été le moteur. Cela ne suffit pas, il faut associer plus largement et associer de manière juste l'ensemble de nos partenaires mais il y a aujourd'hui un besoin d'Europe, de souffle européen, de refondation européenne sur lequel je me suis exprimé la semaine dernière à La Sorbonne mais surtout qui irriguera là aussi notre travail durant les prochains mois et les prochaines années.

Parce que c'est l'Europe qui nous permettra de construire une véritable souveraineté pensée dans la durée en matière de migration, de sécurité et de lutte contre le terrorisme, de transformation numérique, environnementale mais également en termes de politique de développement à l'égard de la Méditerranée et de l'Afrique et enfin sur le plan économique et monétaire. Il n'y a que l'Europe qui nous permettra de repenser le cadre d'une unité profonde là où entre tant de pays nous sommes en train de diverger et nous devons aujourd'hui pour notre Europe retrouver le fil d'une histoire démocratique que nous avons abandonné.

C'est aussi l'une des conditions dans la durée de notre capacité à exister dans le concert des nations et il faut là-dessus être lucide, la voix de la France est aujourd'hui entendue grâce à notre réseau diplomatique, à notre puissance militaire et à un effet de rémanence en quelque sorte mais elle ne correspond plus à notre force économique dans le concert des nations. L'Europe seule peut dans la durée nous aider à préserver cette place, voire à porter cette voix avec encore plus de force et l'Europe nous attend à ce titre.

Mais pour avoir une ambition européenne véritable nous devons être un pays fort en Europe et toutes celles et ceux qui pensent qu'on peut réorienter l'Europe, introduire un dialogue exigeant, pour ne pas dire aller donner des leçons à tous nos voisins mais pensent qu'en France nous ne devrions rien changer, jamais rien, se trompent profondément, nos voisins

nous regardent et ils regardent ce pays, le nôtre, qui a des dépenses publiques largement au-dessus de la moyenne des pays de l'Union européenne.

Alors je sais que toutes les coupes budgétaires font toujours grincer des dents mais toujours pour réduire des dépenses, je suis sûr qu'il y a une majorité d'entre vous qui étiez durant cette campagne pour baisser les dépenses publiques mais on n'est jamais pour les baisser quand ça nous concerne, c'est la schizophrénie française, mais on va devoir un peu le faire collectivement parce que nous avons 10 points de produit intérieur brut supérieurs à la moyenne de l'Union européenne et de la zone euro !

Ils nous regardent nos voisins, ils disent « vous voulez de l'Europe, vous faites quoi ? C'est votre Europe, ce n'est pas la nôtre ! » Donc notre crédibilité passe par là, la transformation économique c'est aussi pour être entendu en Europe. Donc toutes les transformations que nous menons en France quelles que soient les résistances devront être conduites parce qu'elles sont la condition même de notre crédibilité en Europe et de notre capacité à porter nos valeurs, la défense de ce que nous sommes dans le reste du monde.

Donc, oui, une série de transformations sont en cours dans le pays, d'abord la transformation de notre modèle économique, c'est la réforme du marché du travail qui sera parachevée par une loi de ratification mais dont les ordonnances ont été signées, qui pour une large partie est d'ores et déjà applicable et dont les décrets seront pris en totalité d'ici la fin de l'année. Jamais une réforme de cette ampleur aussi vite n'a été conduite mais elle était indispensable pour que notre pays retrouve de l'attractivité mais aussi une capacité à entreprendre en son sein et cela c'est bon pour vous aussi, c'est bon pour toutes celles et ceux que vous représentez parce qu'avoir des entreprises françaises, des Françaises et des Français qui entreprennent, forts, en capacité d'investir c'est aussi une capacité à rayonner, à aller investir dans d'autres pays, à être davantage présent à l'export, à porter cette force à l'étranger.

Cette transformation sera complétée par des réformes en profondeur sur la formation professionnelle et sur l'assurance-chômage pour permettre d'accompagner justement ce plus grand dialogue social au plus proche du terrain de l'indispensable transformation de notre modèle social qui fera qu'en France on ne protégera plus simplement les emplois et en particulier les emplois d'hier mais on protégera les individus, les personnes, on les protégera en particulier en les formant. Ce qui sera conduit dans les prochaines années c'est un programme inédit de formation en particulier des plus jeunes et des chômeurs de longue durée, 15 milliards d'euros seront dédiés justement à ces priorités, parce que la transformation environnementale et numérique rend indispensables de requalifier nos concitoyens qui sont sur des secteurs bousculés par le changement technologique profond et de les requalifier pour continuer à exercer dans leur secteur quand ils doivent face à des transformations profondes qui changent leur quotidien.

Or, le système français était devenu un système statutaire où on protégeait les emplois mais plus les gens et on pensait protéger les gens en leur donnant des subsides, des indemnités pendant très longtemps, des contrats précaires payés par l'Etat en pensant que c'était très juste et on a une culture ainsi généralisée où on a considéré progressivement que plus on donnait d'argent mieux c'était ou plus juste c'était sans jamais s'interroger sur l'efficacité de cet argent et surtout sur la vraie bataille, celle de l'autonomie, celle de savoir si on redonnait à nos concitoyens les plus fragiles les moyens de trouver leur place dans notre société. Et à ce titre les plus fragiles doivent être protégés, accompagnés mais celles et ceux qui sont en situation de le faire on doit les aider à retrouver un emploi, une place dans la société. Ce sera cela le cœur de cette bataille pour transformer la formation professionnelle, l'assurance-chômage et investir massivement en la matière.

La transformation que nous conduirons ce sera bien évidemment également celle de l'école parce que nous sommes dans une économie de l'innovation et des compétences et parce que lorsque 20 % de nos jeunes ne savent pas correctement lire ou écrire ou compter ou se comporter en CM2 ils ne peuvent pas trouver une place dans cette société, ça n'est pas vrai. Et ça n'est pas juste de laisser ce système perdurer parce que c'est 20 % en moyenne, c'est 60 ou 70 % dans les endroits de la République où les difficultés se sont concentrées.

Donc, c'est pourquoi nous avons décidé là aussi de retrouver des priorités, investir dans l'école primaire en particulier dans les lieux où la difficulté s'est concentrée, ce qu'on appelle les REP et les REP+, en dédoublant les classes de CP, CE1, en permettant un vrai investissement pédagogique. Ensuite, en investissant dans l'orientation parce qu'on a 85 % de bacheliers dans notre pays, c'est formidable, simplement on ne s'occupe pas de savoir ce qu'ils deviennent, on les tire au sort ensuite, ça n'est pas ni une méthode démocratique ni méritocratique.

Donc, à ce titre la réforme de l'orientation c'est dès la 3ème de commencer à investir pour expliquer quelles sont les filières pertinentes qui conduisent à quels métiers et éviter ce système fou où une part considérable de nos jeunes vont s'inscrire dans des filières qu'ils ne terminent pas même pour la 1ère année, empêchent d'autres de pouvoir s'y inscrire et surtout où nous avons totalement raté la bataille pour l'apprentissage que certains de nos voisins réussissent merveilleusement et qui permet de trouver une place dans la vie professionnelle. Cette bataille pour l'éducation est absolument fondamentale et nous continuerons à la mener dans les prochains mois et les prochaines années.

Au service de cette transformation il y a une stratégie de finances publiques qui vise sur le quinquennat à baisser les dépenses publiques de trois point de produit intérieur brut pour nous ramener vers justement la moyenne de l'Union européenne. C'est je pense un chemin réaliste, ambitieux que nous commençons dès cette année, que le gouvernement porte. Il y a eu beaucoup de débats, est-ce que c'est trop, est-ce que ce n'est pas assez. Trois points de produit intérieur brut de dépenses publiques en moins sur un quinquennat ça ne s'appelle pas l'austérité et je refuse cette exception ne serait-ce que par respect pour celles et ceux qui ont eu à connaître des politiques d'austérité. Est-ce qu'il faut faire encore davantage ou bien plus ? Si ça s'avère très facile et que tout va bien je suis pour en faire davantage mais j'ai le sentiment que même ceux qui il y a quelques mois disaient qu'il fallait en faire ou 100 ou 120 milliards sont contre toutes les économies qu'on propose, ils sont pour faire 100 ou 120 milliards d'économies mais pas sur le social, pas sur les collectivités locales, pas sur l'armée, pas sur l'Etat.

Moi je ne connais pas la finance magique et je n'ai pas trouvé ce chemin, donc il faut les faire en responsabilité et la responsabilité c'est que c'est toujours difficile de faire des économies, qu'il faut faire des économies intelligentes, c'est-à-dire qu'il faut réduire les dépenses de fonctionnement inutiles et maintenir, voire renforcer les dépenses d'investissement indispensables. C'est l'esprit de ce budget porté par le gouvernement d'Edouard PHILIPPE qui défend des priorités, les budgets régaliens de l'éducation, du savoir augmentent et les autres budgets diminuent parce qu'ils appuient des réformes et des transformations profondes qui sur la politique de l'emploi, qui sur la politique du logement en réduisant les dépenses courantes où on versait de l'argent sans regarder forcément quelle était son efficacité pour privilégier une politique d'investissement qui donne des capacités et qui protège les plus faibles. Cela sera accompagné par une vraie stratégie d'investissement et un grand plan d'investissement sur le quinquennat pour financer les priorités.

De cette transformation vous ne sauriez rester à l'écart d'abord parce que vous participez de cette aventure et nos concitoyens que vous représentez aussi sur chacun et chacune des éléments de politique publique que je viens d'évoquer. Mais aussi parce que plusieurs des sujets que je viens de mentionner font partie du quotidien, de votre quotidien, et je réponds cela étant à la première des interpellations, je n'oublie pas le souci majeur de nos compatriotes à l'étranger de pouvoir offrir à leurs enfants un enseignement scolaire de qualité qui conserve un lien fort avec la France et c'est légitime.

Je l'ai là-dessus constamment mesuré pour les expatriés de longue durée en particulier une manière d'assurer la transmission de références culturelles, historiques, de valeurs, une manière d'enseigner aussi est indispensable soit pour préserver l'accès à une excellence légitime lorsqu'on est dans des pays où les systèmes éducatifs sont plus fragiles, soit aussi pour préserver un lien avec la République et le reste de la communauté nationale. Pour ceux qui s'expatrient pour quelques années seulement, c'est le moyen de garantir à leurs enfants qu'ils pourront aussi réintégrer facilement une scolarité, lorsqu'ils auront à revenir.

Vous le savez, grâce au réseau AEFÉ d'une part, aux activités de la Mission laïque d'autre part, notre pays a un outil inégalé qui a une double vocation : Une mission de service public pour accompagner les communautés et les entreprises françaises à l'étranger, une mission d'influence auprès des publics étrangers.

Je ne mésestime aucun des deux. Mais le second est important. Je l'ai mesuré aussi à chaque fois. Notre capacité à rayonner, c'est celle d'avoir un système éducatif performant qui fait que les enfants des cadres, des autres ambassades ou des entreprises non françaises, vont aussi parfois mettre les enfants à l'école française parce que c'est la meilleure ! Mais c'est très bon pour nous parce que c'est très bon ensuite pour notre capacité à rayonner, l'attractivité de la France, notre capacité à continuer à faire des affaires ou des échanges culturels ou scientifiques avec lesdits pays. Et l'étendue du réseau d'enseignement français dont les effectifs se sont accrus de 50% en vingt ans relève à ce titre du tour de force.

Alors, de tour de force, ça n'est pas le fruit d'un phénomène spontané, c'est celui d'une triple mobilisation, d'abord celle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui a fait le choix de consacrer une large partie de son budget d'influence aux établissements français.

Ensuite, c'est le fruit de la mobilisation des communautés françaises locales puisqu'une grande partie du réseau est constitué d'établissements de nature privée, gérés par des associations de parents, et celui des fondations locales ou encore de purs investisseurs qui, à leurs côtés, développent ce modèle.

Et enfin, c'est aussi le fruit de la mobilisation de l'Education nationale qui malgré les difficultés qu'elle a pu connaître continue à détacher plus de 6 000 enseignants dans le réseau. Je sais qu'il y a ici ou là des problèmes de disponibilité d'enseignants qui demeurent ; les ministres ont eu pour tâche de les régler au plus près du terrain puisque nous avons là-dessus les disponibilités qui existent en termes de détachement, ou de mise à disposition et les crédits qui vont avec.

Mais c'est aussi pourquoi comme je m'y étais engagé dès le discours que j'ai tenu à Bucarest, puis devant nos ambassadeurs, les crédits de l'AEFE seront préservés à partir de 2018, ce qui veut dire à mes yeux pour les deux années consécutives parce qu'il faut de la visibilité pour développer une stratégie et parce que le défi est un défi tant en termes de crédit que parfois en termes de réorientation qualitative du réseau et on ne peut pas de manière crédible, comme je l'ai fait et comme je le crois profondément, dire qu'on est pour que la France à l'étranger accompagne celles et ceux qui vivent et que vous représentez et dire que l'un des enjeux fondamentaux de notre bataille, c'est la francophonie et ne pas s'en donner les moyens !

Et donc à ce titre, je souhaite que le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et l'AEFE s'attellent avec l'appui du ministère de l'Education nationale à la recherche de solutions innovantes partout sur le terrain et que cette stabilité de crédits sur deux années permette justement non seulement de régler les problèmes mais d'avoir une politique de développement qui soit aussi parfois plus adaptée : nous devons massivement au travers du réseau des écoles et des alliances aider à développer l'enseignement du français par tous les moyens, y compris le digital – et le ministère s'est engagé dans un très gros travail sur ce sujet et je souhaite que les MOOC puissent être développés et viennent en appui des méthodes pédagogiques à cet égard, je souhaite qu'on puisse aussi regarder les modes d'organisation qui soient les plus adaptés entre les différents systèmes scolaires parfois localement pour qu'on puisse, cette visibilité étant donnée, être encore plus conquérant en termes justement d'éducation à l'égard des enfants de nos concitoyens mais surtout de conquête de l'enseignement du français.

Ce n'est pas du tout une politique défensive que je veux ici vous présenter ; c'est une politique de conquête éducative du modèle français et de promotion de la francophonie partout dans le monde parce que je suis convaincu que nous en avons besoin et je l'ai dit, le potentiel de la francophonie est pour moi immense, c'est pourquoi dès le début de l'année prochaine je recevrai intellectuels, universitaires, artistes, entreprises engagées de la francophonie à l'Élysée pour travailler à une stratégie que je présenterai durant le premier semestre 2018 avec

un plan d'ensemble que les ministres porteront pour la promotion de la langue française et du plurilinguisme dans le monde.

Mais puisque nous voulons remettre de la mobilité et de l'égalité républicaine dans nos pratiques, puisque cet agenda de transformation que j'évoquais me paraît indispensable pour notre pays, notre place en Europe et notre capacité à défendre justement ce multilatéralisme exigeant que j'évoquais, je souhaite que certains dispositifs que les Français de l'étranger considèrent comme trop complexes, parfois vexatoires, soient regardés avec attention.

C'est le cas en matière de fiscalité, de la question de la résidence unique dont je sais qu'elle préoccupe beaucoup de nos concitoyens ; je souhaite ainsi que la vie à l'étranger ne soit pas synonyme de complications administratives sans fin et c'est pourquoi la modernisation du service public consulaire sera engagée dès les prochaines semaines, portée par les ministres, l'administration du ministère. Elle aura vocation à mettre en œuvre ce qui a été instruit par plusieurs d'entre vous, beaucoup a été fait mais le rapport du gouvernement sur la situation des Français établis hors de France, publié début septembre, même s'il souligne ces avancées trace aussi la ligne de tout ce qui peut être fait pour améliorer cette situation.

Aucun autre pays aussi développé soit-il n'offre, selon ce rapport, à ses ressortissants à l'étranger, autant de services et de soutien que la France mais ils sont parfois trop peu connus, trop complexes, avec des ruptures d'organisation d'un pays à l'autre. C'est pourquoi il est indispensable que le travail d'innovation que notre administration doit conduire permette sa simplification avec des solutions plus mobiles, plus rapide, plus innovantes.

Une administration moderne, c'est une administration qui accompagne l'ensemble du parcours des expatriés au moment où ils quittent l'Hexagone pour rejoindre le pays de leur destination, dans les différentes phases de leur expatriation en évitant là aussi toutes les ruptures et qui accompagne également l'expatriation jusqu'au retour de parce que ce n'est pas forcément à l'étranger que se trouvent toutes les embuches et à ce titre, je souhaite que les outils d'accompagnement au retour tels que le simulateur « retour en France », mis en œuvre par madame CONWAY-MOURET que je salue soient pérennisés.

J'accueillerai également avec intérêt une mission parlementaire qui pourrait traiter de l'ensemble de ces questions pour compléter le travail et stimuler ce que l'administration aura à conduire dans les prochains mois et cette mission parlementaire pourrait utilement travailler sur la simplification des démarches administratives à l'étranger, sur les questions de sécurité sociale et de fiscalité pour aller au bout de ce qui, dans le détail, n'aurait pas été conduit.

Dans ce contexte et sans attendre cette fois-ci d'autres travaux, je souhaite que dès à présent, nous puissions aller plus loin en termes de dématérialisation et de numérisation. C'est ce que demandent nos compatriotes établis à l'étranger, nous devons mettre les moyens là où ils sont nécessaires, en tenant compte des possibilités croissantes d'action à distance offertes par la dématérialisation. Et à ce titre, le grand plan d'investissement porte justement des crédits de modernisation de l'administration, auquel le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est éligible pour permettre de transformer l'organisation de notre administration à ce titre et réfléchir à l'évolution de notre propre organisation des réseaux de l'Etat dont le réseau consulaire à l'étranger.

Je sais que certains d'entre vous à cet égard s'inquiètent du risque de fracture numérique mais la vraie réponse dans ce cas est, comme en France, celle de l'accompagnement et de la formation des personnes et non celle du maintien de guichets multiples ou de méthodes plus coûteuses et moins sûres et donc il est important que nous puissions aller vers la simplification des procédures, la dématérialisation croissante, la sécurisation des procédures de l'ensemble des titres et une politique d'accompagnement des personnes et de formation.

Il est un domaine à ce titre dans lequel notre volonté de dématérialisation n'a pas encore abouti, c'est celui du vote électronique. J'étais à ce moment-là dans des conditions différentes, mais je me souviens il y a un peu près un an que beaucoup d'entre vous, lors de la dernière assemblée, ont pu être déçus de sa suspension et un peu plus tard de sa suspension pour le

scrutin législatif parce que ça a été décidé en mars dernier. Les raisons en avaient été expliquées, je ne reviens pas dessus, elles avaient leur légitimité dans le contexte géopolitique que nous connaissions et compte tenu des imperfections du système mais nous n'avons pas le droit que ceci arrive deux fois, d'abord parce que, qu'il y ait des attaques et enjeu de cybersécurité c'est connu, nous y travaillons d'arrache-pied, je préside chaque semaine le Conseil de sécurité et de défense, je peux vous dire que nous avons parlé de ce sujet, j'ai donné des directives claires, nous y travaillons en européen, nous en avons encore parlé à Tallinn vendredi dernier, nous y travaillons au niveau international. Si nous ne sommes pas en capacité pour les prochaines élections de nous organiser pour avoir un système de vote étanche à toute attaque, ça ne s'appelle plus la France, notre pays !

Donc là-dessus, nous prendrons toutes les sécurités parce que nous avons bien d'autres sujets d'intérêt vital pour le pays qui passent aussi par le numérique. Ensuite, les points d'organisation qui avaient été identifiés doivent être traités en termes, au-delà de la sécurité, de sincérité, de secret du vote et je demande à l'administration et au ministre que la solution parfaitement sécurisée puisse être utilisée lors des prochaines élections consulaires de 2020 et sur cette base, toutes les améliorations qui seraient indispensables puissent être conduites pour que lors des législatives de 2022, il n'y ait plus aucun débat. Nous nous en donnerons les moyens parce que c'est un intérêt d'abord démocratique mais c'est une question aussi de crédibilité et de souveraineté qui est la nôtre.

Ne soyons pas pour autant naïfs, le vote en ligne ne permettra pas à lui seul, en tout cas pas totalement, d'augmenter la participation à un niveau suffisamment satisfaisant. Et l'expérience de 2012 en atteste. Le problème plus fondamental reste celui de l'intérêt de nos compatriotes vivant à l'étranger pour les scrutins nationaux au-delà de l'élection présidentielle qui seule parvient à les mobiliser et c'est aussi pour cela que je suis devant vous aujourd'hui ; c'est aussi pour cela que j'ai commencé mon propos en vous parlant du projet de transformation du pays. Je pense qu'il est essentiel qu'il y ait une vitalité démocratique dans toutes les communautés françaises à travers le reste du monde et que nous devons collectivement les faire vivre ; c'est pour cela que dans chacun de mes déplacements, je m'attache à aller voir les Françaises et les Français vivant à l'étranger, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une situation où, dans de trop nombreux endroits, il y a une forme de déprise qui s'est installée ou une distance avec le pays, une distance avec les grands débats du pays parce qu'à ce moment-là quelque chose de nous est perdu. Or, les Françaises et les Français vivant à l'étranger sont une chance aussi longtemps qu'ils stimulent les gouvernements en comparant ce qu'ils ont à vivre mais parce qu'ils créent une forme de tension salutaire, celle chaque année ou chaque semestre de se poser la question de revenir dans le pays. Le jour où ils ne se la posent plus, nous avons perdu quelque chose.

Et donc nous devons collectivement travailler sur ce problème de participation en tant qu'il est le symptôme de quelque chose de plus profond qui s'est parfois ancré. Je crois très profondément que les transformations que nous conduisons redonnent de la fierté à nos concitoyens mais nous devons aussi les expliquer, les porter, avoir une politique cohérente sur le plan international, dans les différentes régions du monde mais travailler collectivement et à ce titre, j'attends beaucoup de vous pour porter ces explications, porter cette ambition et faire vivre le débat démocratique dans l'ensemble des pays du globe où vous représentez nos concitoyens.

Sur ces différents aspects, il me semble que nous ne pourrions pas faire l'économie d'une réflexion approfondie, je n'ai pas d'idée préconçue et je ne veux pas ici purger tous les sujets, mais je demande à Jean-Yves LE DRIAN et à Jean-Baptiste LEMOYNE d'engager une concertation avec vous, avec l'ensemble aussi des forces vives présentes sur le terrain et de me livrer leur diagnostic et leurs recommandations.

Des idées circulent, y compris dans le cadre de la réflexion sur la réforme du CESE que j'ai souhaitée pour que les Français de l'étranger puissent aussi en tant que personnalités qualifiées mettre leur expérience, leurs connaissances au service justement d'une instance de

consultation nationale modernisée. Je ne suis fermé à rien, mais je souhaite qu'on puisse raviver le débat démocratique sur l'ensemble de ces sujets.

Et quand je parle de débat démocratique, je parle bien évidemment d'une nécessité à tous égards pour l'ensemble des Françaises et des Français, y compris celles et ceux que vous représentez.

Je veux vous le dire ici parce que ce sera aussi un défi à mes yeux que vous aurez à faire vivre, j'ai eu à m'exprimer la semaine dernière à la Sorbonne sur l'Europe. Dans les trois piliers pour la refondation européenne que j'ai présentés, la démocratie était à mes yeux l'un des plus importants.

Ça veut dire réformer en profondeur le fonctionnement du Parlement européen, les modes d'élection avec des listes transnationales mais ça veut dire aussi porter la refondation européenne d'une autre manière, c'est-à-dire en associant nos concitoyens pas par un référendum à la fin d'un processus complexe sur un texte devenu bien souvent illisible et où le référendum est une question binaire dont on connaît malheureusement ces dernières années trop souvent la réponse !

Non, les associer comme des démocraties adultes et sophistiquées peuvent le faire, c'est-à-dire en leur donnant une place dans la conception du projet européen lui-même que nous souhaitons et en soumettant une feuille de route simple, lisible à leur propre jugement, c'est l'idée des conventions démocratiques que je souhaite conduire en 2018. Je l'ai expliqué à l'ensemble de nos partenaires, la semaine dernière à Tallinn et dans le cadre du processus que nous allons lancer durant les prochains mois qui va conduire à élaborer cette feuille de route, nous sommes convenus déjà à quelques-uns d'aller en cette direction et d'organiser dans nos pays des conventions démocratiques qui, pendant quelques mois – je pense qu'un semestre est le temps utile –, permettront de faire vivre le débat européen sur l'ensemble des grandes politiques publiques et des objectifs poursuivis et de construire ainsi un contenu. Les grands pays sont déjà à plusieurs déjà décidés à mener ce débat, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, je suis sûr que nombre d'autres s'y joindront plus largement, processus sous la présidence de Donald TUSK ... aura à construire l'ensemble de l'architecture, mais nous y viendrons très rapidement.

Dans le cadre de ces conventions démocratiques, je souhaite que vous preniez toute votre part ; je ne veux pas que nos concitoyens vivant à l'étranger, que ce soit dans des pays de l'Union européenne comme hors des pays de l'Union européenne soient tenus à l'écart de ces débats et donc partout où vous êtes présents, je souhaite très profondément que vous puissiez les faire vivre. Cela recréera, vous le verrez d'ailleurs, de la participation à l'ensemble des scrutins que nous évoquions et cela conduira aussi une voix utile française à s'exprimer sur chacun de nos grands débats en la matière.

C'est indispensable et c'est ce qui nous permettra d'établir une feuille de route crédible pour l'Europe et pour les élections de 2019 et éviter qu'à nouveau les élections européennes de 2019 ne soient que l'agrégation de débats nationaux et que le mandat et du Parlement européen et de la Commission pour cinq années qui seront décisives dans l'histoire de notre continent ne soit pas clairement établi à l'échelle du continent.

Si nous voulons retrouver le fil de cette vitalité démocratique, il est indispensable que nous puissions faire vivre ces débats et ces conventions et que vous en soyez aussi les artisans.

Enfin, je veux partager avec vous deux sujets, dont vous vous faisiez l'écho un instant, qui sont d'importance pour nos concitoyens partout en France, mais aussi pour nos concitoyens, par-delà les frontières.

Le premier, c'est bien évidemment celui de la sécurité. Je l'évoquais en creux au début de mon propos en parlant à nouveau des crimes odieux que nous avons eu à subir ces dernières heures et que nombre de pays amis ont eu à subir de leur côté. La sécurité est une préoccupation de nos concitoyens, c'est pourquoi c'est une priorité budgétaire, ce fut une

priorité organisationnelle et c'est aujourd'hui un sujet sur lequel les réformes en cours nous permettent et nous permettront au maximum d'assurer la sécurité de l'ensemble de nos concitoyens : d'abord en réorganisant les fonctions de renseignement au sein du territoire ; ensuite, en continuant l'engagement, 10 000 policiers gendarmes en plus sur le quinquennat et un schéma militaire qui permet d'être au rendez-vous justement de l'histoire et de nos engagements stratégiques.

Au-delà de ça, ce sont aussi des changements législatifs que nous sommes en train de conduire. Un texte est en train d'être achevé de discuter à l'Assemblée nationale sur justement la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure qui vise à doter la France de tous les moyens de se protéger en tout cas, tous les moyens contemporains, face à la menace terroriste.

Et c'est ce texte qui nous permettra le 1er novembre prochain de sortir de l'état d'urgence, d'abord parce que l'état d'urgence ne protège pas véritablement contre la menace terroriste ; sinon, nous n'aurions pas eu à connaître malheureusement nombre d'attentats que nous avons connus sous état d'urgence durant ces derniers mois et dernières années, ensuite parce qu'une démocratie forte ne peut pas se satisfaire de n'être protégée que dans un système qui, par définition, est un système d'exception.

Aussi ces dispositions législatives viseront à nous doter des moyens de nous protéger face à des pratiques de plus en plus extrêmes et des innovations technologiques dont disposent nos assaillants.

C'est aussi cette bataille que nous menons au-delà de nos frontières dans la zone irako-syrienne comme dans la bande sahélo-saharienne face au terrorisme islamiste et à tous ceux qui le financent qui en sont les complices ou qui lui permettent de déployer sa géopolitique. Et à ce titre, c'est la stratégie que Jean Yves LE DRIAN et Florence PARLY à mes côtés mettent en œuvre pour pouvoir efficacement combattre sur tous ces théâtres d'opérations nos ennemis.

Et dans ce contexte de guerre à plusieurs endroits, de crises à nombre d'autres, il est évident que nous avons une diplomatie à conduire, une diplomatie de prévention ou de gestion des crises, celle du multilatéralisme efficace et pragmatique que j'évoquais et que je défends ardemment et qui, de la Libye à la Syrie en passant par la plupart des autres théâtres d'opération que j'évoquais un instant aux zones de tension comme la Corée du Nord, fait que la France vise partout à construire la paix. Le meilleur moyen d'assurer la sécurité n'est pas de faire la guerre de manière unilatérale en pensant que la guerre, ça ne dure qu'un temps donné.

La guerre n'est utile que quand elle s'inscrit dans une feuille de route politique et diplomatique et à chaque fois que nous l'avons oublié, nous nous sommes trompés, qu'il s'agisse de l'Irak pour d'autres que nous, qu'il s'agisse de la Libye pour d'autres avec nous. Quand nous n'avons pas cette feuille de route diplomatique qui encadre l'intervention militaire, les choses finissent mal et donc c'est à ce titre que le rôle de la France et du réseau diplomatique qui est le nôtre, de notre force diplomatique est aujourd'hui particulièrement utile, et comme je l'évoquais rapidement tout à l'heure, d'autant plus utile que le multilatéralisme est parfois remis en cause, que les tentations unilatérales ou autoritaires ré-émergent et que la conflictualité augmente dans notre environnement contemporain. Et en cas de crise, le soutien de nos ambassades et de nos consulats est particulièrement indispensable et donc il y a à côté du travail diplomatique essentiel, celui de protection qui ne vous fera jamais défaut et c'est pourquoi je voulais aussi évoquer la protection de nos compatriotes à l'étranger, qui fait partie des premières responsabilités confiées à nos ambassadeurs et à nos consuls généraux.

Ils en ont une conscience aiguë et vous êtes pleinement associés à l'élaboration des plans de sécurité. A ce titre, j'ai demandé qu'il n'y ait dans la finalisation de ces plans de sécurité des stratégies qui sont en train, sous la houlette du secrétaire général et du ministre d'être réactualisées, aucune facilité, aucune négligence et donc sur ce sujet aucune économie ne sera faite ! Parce qu'il est évident qu'il s'agisse de nos ressortissants à l'étranger comme de l'ensemble des fonctionnaires ou de celles et ceux qui participent des missions de l'Etat, il est évident que le chef de l'Etat ne se pliera à aucune facilité ou discours de court terme.

Le centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a, à de multiples reprises, fait preuve aussi de sa réactivité et de son efficacité. Je veux ici l'en remercier et là aussi les engagements, l'investissement seront poursuivis pour qu'on continue à être au rendez-vous

Le développement des outils numériques que j'évoquais tout à l'heure sur le plan administratif a aussi permis et permettra encore d'améliorer de manière significative nos capacités de gestion de crise mais à condition bien entendu que les ressortissants français soient enregistrés dans nos consulats et là-dessus nous ne devons pas nous priver de nos outils. L'effort de sécurisation collectif ne sera efficace que si nous réussissons à faire cette pédagogie d'ensemble et en particulier la pédagogie de l'inscription, ce qui, dans certaines situations, dans certaines géographies n'est pas encore suffisamment systématique et là j'ai demandé aussi qu'une campagne active puisse être conduite par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en ce sens.

Enfin, l'effort de sécurisation des sites publics comme les établissements scolaires français entamé en 2017 sera poursuivi en 2018 ; nous devons nous protéger, sans rien céder sur notre présence, sur notre ouverture, sur nos activités culturelles et scolaires parce que notre pays lui-même a été meurtri, a été attaqué et que la bataille que nous menons sur le plan international, c'est une bataille pour nos valeurs et donc dans aucune géographie je n'accepterai que nous ne cédions notre capacité à enseigner, à porter notre culture ou à protéger évidemment nos ressortissants devant qui que ce soit.

Il est, enfin, un grand défi sur lequel je souhaitais dire quelques mots qui concerne tous nos concitoyens et évidemment celles et ceux qui vivent par-delà nos frontières, quels que soient leur âge, leur situation, leur métier, c'est celui du climat.

Le Plan pour le climat, présenté par le ministre Nicolas HULOT, conduira pour la France à une transformation pour les ménages, les entreprises des comportements auxquels nous nous étions habitués et à une vraie transformation de notre modèle de production énergétique et à de vrais choix budgétaires et fiscaux pour l'accompagner.

Je crois beaucoup à cet engagement, il est essentiel pour le pays parce que nous devons mettre en conformité des engagements internationaux que nous avons pris en particulier en décembre 2015 et la stratégie que nous menons pour nous-mêmes et parce qu'il n'y a pas de demi-mesure dans cette transformation. Si nous la prenons, nous devons la prendre complètement avec force en investissant, en aidant à la transition celles et ceux qui auront des investissements, des ajustements à opérer, mais en étant très ambitieux parce que sur ce sujet comme sur celui du numérique, la transition ne se fera que si nous la gagnons.

Nous ne devons pas la subir, c'est celle-ci que nous devons aussi conduire au niveau européen et au niveau international et c'est aussi pour cela que je souhaite que l'ensemble de nos ressortissants, de leurs représentants partout à l'international puissent accompagner ce mouvement, porter cette transition énergétique et environnementale comme faisant partie des valeurs de la France, de l'ambition française parce que c'est une part de notre excellence et c'est pourquoi j'ai fait appel à tous les chercheurs, à tous les entrepreneurs du monde entier ou en particulier des Etats-Unis qui voudraient venir s'installer en France, nous allons continuer à investir et nous développer. Et je peux vous dire que cet appel fonctionne et nous allons redevenir dans les prochains mois, les prochaines années, un pays qui, sur ce sujet, rayonnera, attirera les meilleurs talents, sera un exemple et que cet exemple doit être promu.

Je ne veux plus que la France, on en parle à l'étranger, simplement en expliquant pourquoi on l'a quittée ; je veux que les Françaises et les Français qui vivent à l'étranger expliquent pourquoi ils ont envie d'y revenir, pourquoi ils sont fiers de leur pays et en quoi ils portent sur le domaine du numérique et de l'environnement une excellence française qui se regardera partout avec envie !

C'est possible de le faire, c'est à portée de main, il nous faut quelques années pour y arriver, mais il faut un engagement complet de chacune et chacun. Ca suppose de sortir de nos

habitudes ; ça suppose de sortir des réflexes qui étaient parfois les nôtres ; ça suppose de sortir des intérêts tels qu'ils étaient établis pour nous projeter vers une certaine vision du pays. La grandeur ne se conjugue pas qu'au passé ; la grandeur française ne sera pas une nostalgie, ça n'existe pas et je vais vous dire pourquoi parce que ceux qui jadis ont construit la grandeur française, ils ne l'ont pas fait avec nostalgie.

J'entends beaucoup aujourd'hui parler du Général de GAULLE, moi-même j'ai admiration et respect pour lui mais je n'ai jamais entendu le Général de GAULLE, expliquer que la France qu'il était en train de construire ce serait celle de MAC-MAHON ! J'entends aujourd'hui trop de Françaises et de Français qui m'expliquent en quelque sorte la grande France que nous devrions construire, ce serait celle d'il y a trente ou quarante ans, celle où les choses allaient bien, vous voyez, alors qu'elle n'allait pas si bien à ce moment-là, mais ils ont oublié !

Non ! La France conquérante que nous allons réussir à créer, celle qui aura une voix en Europe et dans le monde et qui sur l'ensemble des sujets que je viens d'évoquer saura se faire respecter, c'est une France que nous sommes en train d'inventer et dans laquelle vous avez pleinement votre rôle à jouer.

C'est pourquoi dans un monde où l'influence dépend autant des Etats que, de manière croissante, des sociétés civiles, chacun de nos ambassadeurs est amené à considérer la communauté française de son pays de résidence comme le premier capteur mais aussi comme l'un des acteurs essentiels.

Et je veux conclure mon propos en insistant tout particulièrement sur ce point : vous êtes les représentants de Françaises et Français qui sont un peu plus qu'eux-mêmes, il faut aussi chaque fois le leur rappeler et je le fais à chaque fois que je vais leur parler. Ils sont dans des situations parfois difficiles, dans des situations choisies ou subies, dans des pays qui peuvent être perçus comme des eldorados ou d'autres des terres de conquête, mais en même temps qu'ils ont leur quotidien à gérer, ils ont une part de France à représenter. Et ils sont nos capteurs pour nous stimuler mais chacune et chacun un peu de nos ambassadeurs pour nous représenter.

C'est pourquoi j'ai demandé dans mon discours aux ambassadeurs que les ambassades et les consulats s'appuient fortement sur tous ceux qui veulent jouer un rôle dans l'animation des communautés françaises, dans le développement des relations économiques de la France avec leur pays de résidence et dans la promotion de notre langue et de notre culture. Partout à l'étranger nos compatriotes font preuve d'un esprit d'entraide, de solidarité, d'initiative ; il faut le réactiver et là aussi, j'attends beaucoup de vous, il faut lui redonner des formes d'expression que nos concitoyens cherchent à trouver, il faut les valoriser, il faut promouvoir leurs initiatives, essayer de les généraliser quand c'est possible, s'appuyer sur eux comme des éléments là aussi de notre rayonnement. C'est vrai dans les affaires avec les chambres de commerce françaises à l'étranger, les sections locales des conseillers du commerce extérieur ; c'est vrai pour l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants avec le formidable réseau de la Fédération internationale des Accueils français et francophones d'Expatriés ; c'est vrai de l'aide apportée aux plus démunis à travers le tissu associatif et les sociétés de bienfaisance.

Et c'est pourquoi répondant, ce faisant, à la dernière question à laquelle je veux apporter réponse et qui est un juste point, j'ai noté comme vous que le Parlement avait choisi de mettre fin à la réserve parlementaire. Sur ce sujet, ça n'était pas un engagement de campagne ; c'est la coproduction législative, ça a été un choix du Parlement. J'ai noté comme vous que pour ce qui est des territoires français, il avait été décidé de mettre en place un fonds qui permette de compenser l'impact justement de la suppression de la réserve. C'est pourquoi je demande au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et à son secrétaire d'Etat d'étudier la mise en place d'un dispositif permettant d'accompagner le tissu associatif des Français de l'étranger compte tenu de la suppression de cette réserve.

Nous devons avoir là un principe de justice, je sais que pour beaucoup d'associations que vous souteniez et que les parlementaires accompagnaient, la réserve était un élément important et

donc nous devons regarder là-dessus comment créer avec le Quai un dispositif comparable et que les ministres puissent instruire cela en lien avec vous-même et les parlementaires.

Je sais que vous avez devant vous une semaine de travail intense. Les différentes commissions de l'AEFE vont se réunir et à la fin de la semaine Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, viendra répondre à vos questions et vos résolutions. Les parlementaires qui représentent les Français de l'étranger, députés et sénateurs, auront aussi à cœur d'exploiter les résolutions et les recommandations issues de vos travaux pour prendre pleinement en compte les préoccupations des Français de l'étranger dans les travaux législatifs des deux Assemblées.

Et je sais, Mesdames, Messieurs, que nous partageons toutes et tous le même sentiment, à la fois d'ambition et de responsabilité, d'ambition parce que partout où vous êtes, vous avez envie que notre pays réussisse et que nos concitoyens réussissent, je partage cette envie. Cette ambition n'enlève rien à l'esprit d'entraide, au soin que nous devons porter aux plus fragiles, aux territoires les plus en difficulté, mais on ne peut pas aider si d'abord on ne produit pas et on ne réussit pas. Et donc cette ambition que l'ensemble de nos concitoyens portent pour le pays que vous représentez, je veux l'accompagner.

Et dans le même temps, c'est l'esprit de responsabilité qui est aussi le vôtre et que je veux partager ; c'est que nous sommes attendus et sur tous les sujets – celui de l'école, celui de l'accompagnement social, celui de la sécurité, celui aussi des grands enjeux européens, internationaux – nos concitoyens attendent beaucoup de leurs élus ; ils attendent beaucoup parce qu'ils ont beaucoup entendu. Et donc je veux sur chacun de ces sujets, conformément aux engagements pris, et en particulier aujourd'hui devant vous et qui seront tenus, que nous soyons à la hauteur de cette responsabilité, à la hauteur de leurs attentes.

Alors pour cela, vous pourrez toujours compter sur moi.

Je vous remercie.

Le service de presse
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
01 42 92 84 12 / 87 29
www.elysee.fr